

# GOVERNANCE ET CROISSANCE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE LA ZONE CEMAC

**TELIMSEIN Erick**

*<sup>1</sup>Doctorant au CERIDES DAKAR de L'UCAO / UUZ ; Membre du  
Laboratoire d'Analyse et de Politique Economiques (LAPE),  
Ouagadougou, Burkina Faso.  
barkarick@yahoo.fr*

## Introduction

A la fin des années 90, la plupart des pays en voies de développement et surtout ceux d'Afrique subsaharienne n'ont pas pu se mettre sur le sentier de la croissance et du développement durable, cela, malgré la mise en place par les institutions de Breton-Woods d'une réforme profonde de leur économie avec les PAS suite à la crise de la dette. Ce constat a amené les théoriciens de l'économie du développement de revoir leur approche. Ainsi certains auteurs ont intégré à la théorie, les facteurs de la bonne gouvernance et de la qualité des institutions comme pouvant expliquer l'échec de ces pays.

Le cas des pays de la zone CEMAC est intéressant à plus d'un titre. En effet, malgré les ressources naturelles abondantes dont ces pays disposent, ils continuent à souffrir de problèmes de sous-développement. En effet, la perpétuation de l'économie de rente, la tendance baissière des cours des matières premières depuis les années 80 et la crise économique n'ont fait qu'accentuer le cercle vicieux du sous-développement autour de ces pays. Aussi, l'importance des recettes générées par la vente de pétrole a contribué amplement à affaiblir l'Etat d'un point de vue institutionnel et a donné lieu à des sérieux problèmes de pratique de bonne gouvernance.

En confirmant dans la littérature le constat fait sur les pays de la zone CEMAC, certains auteurs (Gelb, Auty, Sachs et Warner), à

travers leurs travaux, désignent par l'expression de « Malédiction des Ressources Naturelles » les mauvaises performances économiques des pays richement dotés en ressources naturelles. Ils mettent ainsi en évidence l'existence d'une relation négative statistiquement significative entre la part des exportations primaires dans le produit intérieur brut (PIB) ou dans les exportations totales et le taux de croissance.

Pour d'autres auteurs comme Subramanian et Sala-I-Martin (2003), la « Malédiction des Ressources Naturelles » est un phénomène purement institutionnel. Ainsi, lorsque l'on arrive à contrôler la qualité institutionnelle, les ressources naturelles n'ont plus d'effet négatif direct sur la croissance économique.

Concernant la corruption, certains auteurs tels que Leite et Weidmann (1999) estiment que l'effet des ressources naturelles sur la corruption est probablement non linéaire et surtout qu'il dépend du type de ressources naturelles. En effet, selon Sala-I-Martin et Subramanian (2003), les ressources concentrées (pétrole, minerais) sont plus propices à la corruption que les produits agricoles ou la nourriture.

Au regard de tous ces travaux on se rend bien compte du rôle important que peut jouer la « bonne gouvernance » sur la croissance de long terme et le développement des pays dotés en ressources naturelles.

Cela nous amène à nous interroger à savoir quelle est l'impact de la bonne gouvernance sur la croissance dans les pays de la zone CEMAC ?

L'objectif global du travail est d'évaluer la contribution de la bonne gouvernance à la croissance économique et au développement économique dans les pays dotés en ressources pétrolières de la zone CEMAC.

► plus spécifiquement nous allons évaluer respectivement l'incidence que peut avoir les indicateurs de la gouvernance pris individuellement à savoir l'efficacité du gouvernement, la

qualité de la régulation, les règles du droit, la stabilité politique et de la violence, les capacités revendicatives et d'expression et le contrôle de la corruption sur la croissance économique de ces pays.

A partir de ces objectifs spécifiques, les hypothèses suivantes sont émises :

► La gouvernance telle que pratiquée par ces pays a une influence négative sur la croissance économique de ces pays riches en ressources pétrolières ;

Plus spécifiquement :

► Les indicateurs de la gouvernance pris individuellement influencent négativement sur la croissance économique de ces pays.

A la suite de cette introduction, nous allons présenter, la revue de littérature et la méthodologie. Et le dernier point retrace les résultats de nos recherches.

## **Revue de littérature**

A la fin des années 80, l'économie du développement va connaître un bouleversement profond suite aux échecs des programmes d'ajustements structurels (PAS) en Amérique latine mais surtout en Afrique. La Banque Mondiale a en effet constaté que ces réformes économiques présentaient des incomplétudes lorsqu'elles n'étaient pas accompagnées d'un changement institutionnel. Elle prend alors conscience de la portée des institutions et de la bonne gouvernance. C'est à cet instant qu'un corpus théorique va être développé autour de la question des institutions et de la gouvernance.

Il a fallu attendre les premiers travaux du pionnier North (1990), avec la nouvelle économie institutionnelle (NEI), pour mettre en lumière l'importance de l'efficacité des institutions quant à expliquer la croissance sur le long terme. En effet, il affirme que les institutions déterminent la structure fondamentale des

interactions humaines selon qu'elles soient politiques, sociales ou économiques.

Par ailleurs, Knack et Keefer (1995) trouvent dans leur analyse une relation positive entre les différents indicateurs de la qualité institutionnelle (la bureaucratie, les droits de propriété, la stabilité politique) et la performance économique. Mauro (1995), en s'intéressant au contrôle de la corruption, montre que plus les pays ont un indice très élevé de corruption plus ils tendent à avoir un niveau de croissance très faible. Cette conclusion est corroborée par les travaux de Gyimah-Brempong (2002) qui ont porté sur un panel de pays africains. Ces travaux ont abouti à l'évidence que la corruption, en réduisant le capital physique à injecter dans l'économie, fait baisser la croissance économique de ces pays. Dans le même ordre d'idée, Mo (2001) est arrivé à la conclusion qu'une augmentation de 1% du niveau de corruption réduit de 0,72% le taux de croissance économique.

Les travaux de da Silva et al. (2002) ont abouti à la conclusion que la corruption est une "peste" pour les économies des pays en développement en raison du faible niveau de développement des institutions qui doivent protéger les droits de propriétés.

Quant à Chtourou (2004), il affirme que la qualité des institutions impacte les performances et la croissance économique de long terme à travers une réduction des coûts de transactions (limitation des risques, disparition des rigidités qui détériorent les marchés). En effet, il conclut que la présence des institutions défaillantes occasionne des externalités négatives (la recherche de rentes, la corruption, etc.) et génère également des coûts de transaction élevés. Par contre, si un pays dispose d'un système juridique et de droit de propriété efficient, cela crée un environnement très favorable à l'accumulation et à la croissance du capital.

Kaufmann et Kraay (2002, 2003) ont exploré l'interaction gouvernance-croissance à travers plusieurs domaines regroupés

en six grands indicateurs<sup>11</sup>. Ils affirment que les niveaux de gouvernance et de revenu par habitant sont fortement corrélés. Ainsi, une bonne gouvernance entraîne une hausse du niveau de revenu par habitant. Cependant, l'inverse (une mal-gouvernance par exemple) peut conduire à un enlèvement de l'économie par suite des taux de croissance négatifs.

Pour d'autres auteurs comme Subramanian et Sala-I-Martin (2003), la "malédiction des ressources naturelles" est un phénomène purement institutionnel. Ainsi, lorsque l'on arrive à contrôler la qualité institutionnelle, les ressources naturelles n'ont plus d'effet négatif direct sur la croissance.

Quant à Mehlum, Moene et Torvik (2006), ils sont arrivés, suite à leurs travaux, à la conclusion que : « si les institutions sont de bonne qualité, les ressources naturelles favorisent la croissance économique. En revanche, si les institutions ont des germes de prédation, elles conduisent à transformer le fait de disposer de ressources naturelles en une malédiction. ».

### Approche méthodologie

Notre modèle économétrique s'inspire des travaux sur la croissance endogène mettant en relation les indicateurs de la gouvernance et la croissance économique. Il est donné comme suit :

**PIB = f (INGOV, TS, INF, DC, INV, OUV)(1)**

Avec :

**INGOV** = les 6 indicateurs de la gouvernance

**PIB** = Produit intérieur brut par habitant

**TS** = Taux de scolarisation de niveau secondaire

---

<sup>11</sup>**Voice and Accountability and Political Stability**(qui appréhendent le processus par lequel les pouvoirs publics sont élus) ;

**Government Effectiveness, and Regulatory Quality** (habilité des gouvernants à formuler et exécuter des bonnes stratégies de développement) et

**Rule of Law and Control of Corruption** (définition des règles et leur mise en œuvre).

**INV**= Investissement domestique total (%PIB)

**INF**= Inflation

**DC**= Dépenses publiques générales de consommation (%PIB)

**OUV**= Ouverture commerciale (exportations plus importations en % du PIB)

- *Spécification du modèle*

En transformant notre fonction (1) en équation, on obtient :

$$Y = \alpha_0 + \alpha_1 \text{INGOV}_{it} + \alpha_2 \text{TS}_{it} + \alpha_3 \text{INV}_{it} + \alpha_4 \text{INF}_{it} + \alpha_5 \text{DC}_{it} + \alpha_6 \text{OUV}_{it} + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

### Modèle à estimer

La présente étude cherchant à voir l'effet de la gouvernance sur la croissance et le développement des pays de la zone CEMAC, cette étape permet de vérifier séparément les effets des indicateurs de la gouvernance sur la croissance.

En transformant l'équation (2) au vu de nos objectifs de notre travail, nous cherchons à l'estimer sans les variables de contrôle. Ainsi, on obtient :

$$\text{PIB}_{ht} = \alpha_0 + \alpha_1 \text{INGOV}_{it} + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

Ensuite, en tenant compte des variables de contrôles, l'équation (2) devient :

$$\text{PIB}_{ht} = \alpha_0 + \alpha_1 \text{INGOV}_{it} + \alpha_2 \text{TS}_{it} + \alpha_3 \text{INV}_{it} + \alpha_4 \text{INF}_{it} + \alpha_5 \text{DC}_{it} + \alpha_6 \text{OUV}_{it} + \varepsilon_{it} \quad (4)$$

### Résultats de l'analyse empirique

Une analyse descriptive des variables économiques (Tableau 2) révèle que le taux de croissance moyen du PIB par habitant, entre 1996 et 2016, des six pays de la CEMAC est de 5,11%. La croissance la plus forte (66,57%) a été observée en 1996 au

niveau de l'économie de la Guinée Equatoriale. Cette hausse coïncide avec le véritable bouleversement qu'a connu ce pays avec la découverte du champ pétrolier de Zafiro. Son PIB a atteint 232 millions de dollars cette même année. De plus, la plus faible croissance (-36,69%) est observée au niveau de l'économie de la RCA en 2013. La cause est à chercher dans a succession de crises sociopolitiques qui paralysent l'économie de ce pays.

Concernant le capital humain, qui, ici est capté par le taux de scolarisation au secondaire, la moyenne est de 29,48% pour la zone CEMAC. Le taux le plus élevé est enregistré au Cameroun (58,07%) en 2015 et le taux le plus faible est pour le Tchad (8,46%) en 1996.

Quant à l'inflation, dans la zone la moyenne est de 3,71%. Cependant, en 2015, elle en a connu un pic de 37,14% par la RCA suite à sa crise post-électorale devenue crise socio-politique qui perdure. Le taux le plus bas (soit -8,97%) a été constaté au Tchad en 2007.

Pour ce qui est des dépenses de consommation finale des administrations publiques, la moyenne pour la zone CEMAC est de 11,28% du PIB. La Guinée Equatoriale en a battu le record (27,30%) en 2016 mais aussi la plus petite part de consommation (2,77%) lui revient en 2005.

La moyenne des investissements étrangers dans la zone est de 7,31% avec un pic de 161,82%, en 1996, au niveau de la Guinée Equatoriale en liens avec les investissements réalisés pour l'exploitation du premier gisement pétrolier du pays. Le plus faible taux a été observé au Gabon durant la même année.

En ce qui concerne le degré d'ouverture, nous avons une moyenne de 50,03% sur la période 1996-2016 pour l'ensemble des six pays de la zone CEMAC.

Les variables de gouvernance sont toutes proches de l'échelle moyenne (-1,17%), ce qui montre que les questions de

gouvernance dans la zone CEMAC posent problèmes. La stabilité politique et de la violence (Political Stability, PS), l'expression et responsabilité démocratiques, (Voice and Accountability, VA), l'efficacité de la gouvernance publique (Government Effectiveness, GE), la qualité de la réglementation administrative (Quality of Regulation, RQ), la qualité des procédures légales, Etat de droit (Rule of Law, RL) et le contrôle de la corruption (Control of Corruption, CC) sont des variables montrant à quel point le retard de ces pays en ce qui concerne les bonnes pratiques de gouvernance est très important.

Tableau 2 : Statistiques descriptive des données

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
<b>CRPIB</b>	108	5.110	10.096	-36.699	66.579
<b>TS</b>	43	29.487	14.594	8.464	58.078
<b>INF</b>	104	3.7138	5.2409	-8.974	37.142
<b>DS</b>	108	11.284	4.4317	2.7360	27.304
<b>INVPIB</b>	108	7.3114	18.084	-8.589	161.823
<b>DOUVERT</b>	96	50.033	30.704	9.521	118.831
<b>VA</b>	108	-1.172	.35604	-2.000	-.32117
<b>PS</b>	108	-.7180	.7742	-2.699	.6365
<b>GE</b>	108	-1.160	.3629	-1.848	-.1991
<b>RQ</b>	108	-1.016	.3633	-1.676	.1753
<b>RL</b>	108	-1.172	.3556	-1.843	-.2058
<b>CC</b>	108	-1.183	.2549	-1.813	-.5907

Source : Auteur, à partir des résultats obtenus avec le logiciel STATA 12..

- **Présentation et interprétation des résultats des estimations**

Pour notre analyse en panels, nous utilisons la variante d'estimateur le panel least squares Ce choix est motivé par le fait qu'il combine les équations en première différence avec les équations en niveau dans lesquelles les variables sont



instrumentalisées par leurs premières différences. Les équations prennent en compte alternativement les indicateurs de la croissance économique d'une part, et les indicateurs de la gouvernance d'autre part.

### **Résultat des estimations de la relation entre la gouvernance et la croissance économique**

Les résultats montrent que dans ces pays connaissent des problèmes en ce qui concerne :

*L'efficacité du gouvernement (Government Effectiveness)* a un effet négatif et significatif sur la croissance économique car la qualité des services publics, la qualité du service de l'administration et le degré de leur indépendance par rapport aux pressions politiques, les politiques visant à améliorer l'efficacité du secteur public dont la gestion budgétaire, la capacité du gouvernement à résoudre des problèmes de développement, la qualité des infrastructures nécessaires pour le développement des entreprises, le degré de mise en œuvre des décisions gouvernementales et la cohérence de leadership politique sont quasi inexistante et mettent en retard en matière de création de richesse endogène.

*La qualité de la régulation (Regulatory Quality)* quant à elle aussi influence négativement la croissance car la capacité du gouvernement à formuler et à mettre en place des politiques solides et des réglementations qui permettent la promotion du secteur privé sont inexistant dans ces pays. Plusieurs éléments dont notamment la cohérence et la prévisibilité dans l'interprétation des lois et règlements, les distorsions et la complexité du système fiscal, les pratiques concurrentielles déloyales, la lourdeur des réglementations administratives, la facilité de faire les affaires et la rigidité de la législation du travail, sont très présent dans ces pays ainsi ces pays sont toujours mal classés dans le classement de doing business chaque année.

*Les règles du droit (Rule of Law)* constituent un autre problème en matière de gouvernance pour ces pays car leur population ont perdu la confiance en vers l'état a cause des abus et la gestion autoritaire, et particulièrement en ce qui concerne la mise en œuvre des contrats, les droits de propriété, la police, et la justice, tout comme la probabilité de crime et de violence.

*La corruption (Control of Corruption)* a un effet négatif sur la croissance car cette partie de l'Afrique la grande corruption est très présente a cause de l'exploitation pétrolière et du fait que le cercle des gouvernant ne font que détournés les ressources et les fuites des capitaux sont réguliers ce qui influence très négativement la croissance dans ces pays.

*Les capacités revendicatives et d'expression (Voice and Accountability)* permet d'encourager les individus à se manifester et à demander une amélioration de leur niveau de vie auprès des dirigeants politiques, ceci entraine le ralentissement de l'activité économique et par conséquent, la réduction du taux de croissance.

Ainsi, il faut noter que les indicateurs de la gouvernance dans les pays de la zone Cemac ont effet négatif sur la croissance ce qui confirme les travaux de Kaufman D., Kraay A. et Mastruzzi M. (2003).

Globalement, de ces estimations, il se dégage deux principales conclusions pour l'espace CEMAC. La première est que la bonne gouvernance est inexistante dans ces pays, la seconde conclusion est que la corruption surtout la grande corruption réduit significativement la croissance et surtout conduit à d'énorme sortie de devise de ces pays.

Quant à nos variables de contrôles, les résultats de leurs coefficients répondent aux signes prédits par la théorie économique à savoir que l'investissement direct étranger, le degré d'ouverture influence positivement la croissance et

concernant les dépenses sur le capital humain à court terme ont une influence négative sur la croissance

Ces résultats (constats) confirment notre analyse précédente et renforce la robustesse de nos résultats.

**Tableau 7 : Résultats des estimations**

Variables	Modèle 1	Modele2	Modèle 3	Modèle 4	Modèle 5	Modèle 6
<b>DOUVERT</b>	0.068057 (0.0915)*	0.108435 (0.0179)***	0.063804 (0.1545)	0.078187 (0.0589)**	0.070259 (0.0817)*	0.066567 (0.0870)*
<b>INVPB</b>	0.282585 (0.0058) ***	0.373820 (0.0014)***	0.331916 (0.0022)***	0.284791 (0.0075)***	0.304022 (0.0029)***	0.268869 (0.0069)***
<b>DS</b>	0.665774 (0.0160)***	-0.675935 (0.0636)*	-0.686226 (0.0228)**	-0.697443 (0.0163)**	-0.816831 (0.0055)***	-0.741675 (0.0069)***
<b>INF</b>	-0.342859 (0.0727)	-0.174779 (0.4079)	-0.286179 (0.1552)	-0.405701 (0.0503)	-0.342402 (0.0742)	-0.350192 (0.0582)*
<b>TS</b>	0.081180 (0.3229)	0.143403 (0.1541)	0.129460 (0.1474)	0.099054 (0.2455)	0.122637 (0.1418)	0.071438 (0.3703)
<b>VA</b>	-6.902654 (0.0002)***					
<b>PS</b>	-2.198916 (0.1044)					
<b>GE</b>	-5.565760 (0.0034)***					
<b>RQ</b>	-7.249897 (0.0009)***					
<b>RL</b>	-6.352079 (0.0003)***					
<b>CC</b>	-7.505610 (0.0001)***					

**NB : Significativité à 1%=\*\*\*, 5%=\*\*, 10%=\*.**

Source : Auteur, à partir des résultats obtenus avec le logiciel EViews 10.

## Conclusion

Les questions relatives à la gouvernance et son influence sur la croissance économique ont suscité, depuis quelques années, plusieurs travaux dont les résultats ont montré l'existence d'une

relation significative entre les deux variables. Selon certains auteurs, cette relation peut être positive tandis que d'autres auteurs trouvent une relation négative. De plus, cette relation est sensible au niveau de richesse des pays. Au vu de ces résultats opposés, nous nous sommes donc interrogés quant à la relation réelle existante entre les indicateurs de gouvernance et la croissance économique dans les pays de la zone CEMAC.

Ainsi, dans le cadre de ce présent article, nous avons couplé des outils d'analyse descriptive et économétrique pour analyser la question. Notre modèle à estimer est celui de l'estimateur panel least squares. L'analyse descriptive des variables économiques révèle que le taux de croissance moyen du PIB par habitant des six pays de la zone CEMAC sur la période 1996-2016 est de 5,11%. Le pic de cette croissance (66,57%) a été observé en Guinée Equatoriale en 1996 en liaison avec la découverte du champ pétrolier Zafiro où son PIB a atteint de 232 millions de dollars. Par contre, la plus faible croissance (-36,69%) a été enregistrée en 2013 en RCA à cause des crises sociopolitiques qui paralysent son économie.

Quant à l'analyse économétrique nous avons procédé à l'estimation d'une équation de croissance économique spécifique à la zone CEMAC en tenant compte des variables macroéconomiques et des variables indicatrices de bonne gouvernance. Les résultats montrent que la qualité de la gouvernance, à travers ses indicateurs que nous avons utilisés, est apparue clairement pertinente dans l'explication de la croissance économique. La mauvaise qualité de la gouvernance agit négativement sur la croissance économique, surtout du fait de *L'inefficacité du gouvernement, la mauvaise qualité de la régulation au sein de ses pays, les règles du droit ne sont pas appliquées, la corruption très présente surtout la grosse corruption avec pour conséquences des sorties de devises de la zone, enfin cela conduit à une augmentation des capacités revendicatives et d'expression* Ces résultats confirment ainsi les

conclusions de Kaufman et al. (2003), de Barro et Sala-i-Martin (1995) et de Mankiw, Romer et Weil (1992).

Pour promouvoir la bonne gouvernance dans la zone CEMAC, nous proposons quelques éléments de politiques économiques que sont notamment :

*La lutte contre la corruption car elle porte atteinte au bon fonctionnement des marchés et à l'efficacité de l'administration et de la justice. Elle dégrade l'image de la zone auprès des investisseurs et freine les initiatives d'investissement (faire des transactions et engager des contrats). Ainsi, elle nuit au processus de création de la richesse et de la croissance ;*

*La mise en place des institutions fortes et durables pour favoriser une bonne gouvernance, une alternance démocratique, une justice sociale efficiente et rétablir la confiance entre les populations et leurs dirigeants ;*

*Mettre en place des politiques visant à améliorer l'efficacité du secteur public dont la gestion budgétaire, augmenter la capacité du gouvernement à résoudre des problèmes de développement, améliorer la qualité des infrastructures nécessaires pour le développement des entreprises ;*

*Formuler et à mettre en place des politiques solides et des réglementations qui permettent la promotion du secteur privé notamment la cohérence et la prévisibilité dans l'interprétation des lois et règlements, les distorsions et la complexité du système fiscal, les pratiques concurrentielles déloyales, la lourdeur des réglementations administratives, la facilité de faire les affaires et la rigidité de la législation du travail ;*

Ce travail présente certaines limites qui, à notre sens, constitueraient des pistes de recherches futures dans les prolongements de cette thèse. Ce sont entre autres le fait de : N'avoir pas intégré dans l'étude les aspects relatifs à la démocratie et la durabilité du pouvoir par manque de données sur les pays de la zone.

Nous pensons que ces limites constituent de nouvelles pistes de recherche qui permettront de connaître le plus de facteurs favorables et défavorables à l'efficacité de la gouvernance.

## Bibliographie

Collier P, H. A. (293-308). "Testing the Neocon Agenda : Democracy in Resource-Rich Societies",. *European Economic Review*, 53 (3), , 2009.

Collier P, H. A. (s.d.). "Greed and Grievance in Civil War". *Oxford Economic Papers*, 56 (4), 563-595 , 2004.

E.G, S. ( 2008). , Determinants of Institutional Quality in Sub-Saharan African Countries. *Working Paper in Economics 310, School of Business, Economics and Law, University of Gothenburg* .

freedom, E. (s.d.). *base economic freedom*. Consulté le mai 2018, sur <https://www.heritage.org/index/about>

Gylfason T. (2001). Natural Resources and Economic Growth : What Is the Connection ?,. *Working Paper 530, Center for Economic Studies & Ifo, University of Munich* .

H., E. M. (2011). Bonne gouvernance et lutte contre la pauvreté :Quelle articulation possible ? *Institut des Etudes africaines-Rabat*.

International, T. (2017). *Corruption Perceptions Index* . Transparency International.

K., J. G. (2008). Financial Development and Poverty Reduction: Can There Be Benefit without Cost? *IMF Working Paper 62*.

Kaufmann D., A. K.-L. ([2002]). « Governance Matters II ». *World Bank WorkingPaper No. 2772* .

Kaufmann D., A. K.-L. (1999). « Governance Matters »,. *World Bank Working Paper No. 2196*.

KNACK, S. a. ( 1995). "Institutions and Economic Performance: Cross Country Tests Using Alternative Institutional Measures". *Economics and Politics* .

L, W. (2002 ). Why Do Resource Abundant Countries have Authoritarian Governments ? *Journal of African Finance and Economic Development*, 5 (2), , 17-56.

MO, P. H. (2001). ‘‘Corruption and Economic Growth’’,. *Journal of Comparative Economics Vol. 29, N°1*, , pp. 66–79.

mondiale, B. (1996). *rapport sur la gouvernance*.

Sala-I-Martin X, S. A. ( 2003). Addressing The Natural Resource Curse : An Illustration from Nigeria . *The International Monetary Fund Working Paper WP/03/139*, .

W, O. (2007). ‘‘Dépenses Publiques, Corruption et Croissance Économique les Pays de l’Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : une Analyse de la Causalité au Sens de Granger’. ’ in *Revue africaine de l’Intégration Vol.1, N°1*, , pp. 139-160.